

## Extraits de « Guerre et Marine » de Paul FONTIN en 1906

### Essai sur l'unité de la défense nationale (*source Gallica*)

#### LES FORTIFICATIONS ET LE SYSTEME DU GÉNÉRAL de RIVIÈRES

« *La frontière du Nord-Est est ouverte depuis Rocroy jusqu'à Belfort* », nous a dit l'honorable, M. de Lanessan.

Et avant M. de Lanessan, le **général de Négrier** nous avait avertis que nos forts d'arrêt, dont la construction a englouti les Millions par centaines, « ***seront pulvérisés en quelques instants par le souffle des obus-torpilles*** ».

A son tour, M. le général Langlois, parlant le dernier, affirme que « ***faire une dépense quelconque pour réfectionner nos forts d'arrêts serait une pure folie*** ».

**Toutes les coupoles cuirassées, toutes les épaisseurs de béton que l'on ajouterait n'y changeront rien, parce que la conception même de ces ouvrages est fausse, illogique.**

Et, à ce propos, comment ne pas nous souvenir que tout ce qui se répète aujourd'hui nous fut dit, il y a quelque vingt ans, par un écrivain militaire du plus rare mérite, avec qui nous eûmes l'honneur de collaborer à la Nouvelle Revue et dont l'œuvre n'a pas vieilli?

Oui, toutes les questions de l'heure présente, tous ces problèmes que la crise extérieure rend si angoissants ont été posés par **Gilbert** dans une série d'études militaires qui parurent, successivement, dans la Nouvelle Revue, au cours des années 1887 à 1890.

Nous rappellerons d'abord sa critique de nos lignes de barrage, de ces digues fortifiées de 100 à 120 kilomètres, assises sur les hauts de Meuse et les falaises de la rive gauche de la haute Moselle. Critique d'autant plus saisissante, aujourd'hui, que ses principaux arguments sont pris en dehors de la **mélinite** et des progrès de l'artillerie.

Maîtres de l'Alsace-Lorraine, les Allemands ont compris que « *c'était pour eux une nécessité, à la fois diplomatique et militaire, de ne pas nous laisser pénétrer sans combat sur cette terre où l'apparition du premier soldat français provoquerait, à la face de l'Europe, une sanglante insurrection* »

Rejetant l'appui de la fortification, laissant à découvert les 100 kilomètres de leur front de débarquement, ils ne veulent compter que sur la supériorité numérique de leur armée de choc.

L'offensive de la première heure, qui contraindra l'adversaire à parer les coups, bien loin de pouvoir en porter, est donc la conséquence nécessaire de leur mode de couverture. Elle leur est absolument imposée.

Aussi les a-t-on vus s'appliquer constamment, d'une part, à rehausser leurs effectifs en Alsace-Lorraine et, d'autre part, à perfectionner leur réseau ferré en vue d'une offensive à outrance.

*« Aujourd'hui, notre méthode de guerre allemande se propose comme objectif une grande bataille décisive et immédiate, inséparable dans notre pensée d'une offensive absolue »*  
(Von Der Goltz; La Nation armée, page .156.)

Et le 13 mai 1893, en pleine séance de Reichstag, le général de Caprivi s'exprime ainsi à son tour: *« Nous sommes tenus de prendre l'offensive, non seulement parce que cela est toujours avantageux, mais encore parce que cela répond à nos traditions et à notre situation économique. Il faut que l'on comprenne que les forces de l'Allemagne doivent être augmentées de façon à nous mettre en état de défendre nos frontières de la seule façon dont elles doivent être défendues, c'est-à-dire par l'offensive. »*

### **A toutes ces menaces, nous n'opposons que le système du « cordon fortifié » du général Séré de Rivières, la muraille de Chine moderne.**

Ce système pouvait se concevoir au lendemain de la défaite, en pleine période de recueillement ; le grand tort a été de vouloir l'adapter à la situation née des périodes plus reconfortantes qui ont suivi et de persister à en faire la base intangible de toutes nos conceptions.

Sur le territoire devenu allemand, Metz et Thionville, sont les seules places qui réclament quelques protections pendant leur mobilisation. Strasbourg est en pleine sécurité, grâce à son éloignement de toute garnison française et à la barrière des Vosges. Par suite, l'armée de choc allemande jouit de l'entière liberté de ses mouvements offensifs.

Chez nous, au contraire, les forteresses dites de couverture se mobilisent à portée de l'ennemi et il est infiniment probable que, pendant cette opération délicate, bien loin de pouvoir nous couvrir, elles auront besoin d'être couvertes elles-mêmes, par des éléments mobiles qui seraient beaucoup mieux employés pour l'offensive.

Passif et inutile pendant la période des grandes batailles, notre système de défense à l'extrême frontière ne rendrait aucun service en cas de revers, D'aucuns mêmes prétendent qu'en ouvrant sur nos flancs et nos derrières les vastes souricière de quatre grands camps retranchés, il nous créerait de sérieux dangers. L'attraction sera grande et, si l'on s'appuie longtemps sur ces camps, on pourra renouveler la faute de Bazaine en y laissant enfermer une armée.

Sans aller jusqu'à admettre celle hypothèse pessimiste, il est évident, et M. le Général Langlois lui-même en est demeuré d'accord, il est l'ennemi, pénétrant par les trouées et prenant à revers les lignes de barrage, aura bientôt fait, avec ses paires mobiles, de réduire les ouvrages isolés. Il y trouvera une partie du matériel nécessaire: au siège des véritables places fortes et n'aura, d'ailleurs, aucune peine à compléter ce matériel par les apports de ses voies ferrées.

On aperçoit ici une grande cause de faiblesse inhérente à la situation frontière. Centre une place frontière, le vainqueur dispose de son réseau national pour amener à pied d'œuvre tous ses engins d'attaque.

Les divisions de réserve allemandes suffiront à observer ou attaquer nos camps retranchés (1), et les troupes de campagne, ainsi rendues maîtresses de leurs mouvements, auront toute liberté de nous pousser l'épée dans les reins.

(1). Leur tâche sera facilitée par la nature forestière des abords que nous n'aurons pas eu le temps de déboiser suffisamment. Dans certains cas, d'ailleurs, il ne sera pas nécessaire de se rendre maître d'une place pour enlever une voie ferrée. Toul, par exemple, peut être tourné, en enlevant le seul Fort de Lucey et en prolongeant, par la vallée de Trondes, le chemin de fer de Thiaucourt jusqu'à la grande ligne de l'Est.

Or, en dehors de Paris, nos armées n'ont pas un point solide où se raccrocher. Des plaines lorraines à la Loire, la France est complètement ouverte. C'est au moment où nous sommes contraints à la défensive, et où la fortification permanente serait réellement utile, qu'elle nous fait défaut. Elle a dépensé à tort toutes ses ressources sur la ligne même où nous livrons nos premières batailles, de sorte qu'à peine ramenée en arrière, nous n'avons plus rien à en attendre.

Toutefois, il n'est que juste de reconnaître que l'auteur principal de notre système de fortification, **M. le général de Rivières**, avait prévu le cas. Nous lisons, en effet, ce qui suit dans le rapport qu'il adressait, le 20 mai 1874, au conseil supérieur de défense : **« En arrière de la région où l'on est sûr désormais que se livrera la première bataille, on a compris la nécessité d'établir, sur les routes naturelles d'invasion, des haltes qui, rompant assez tôt la poursuite de l'ennemi, permettent à l'armée de trouver cet instant de repos qu'elle n'eut pas manqué, sans cela, de chercher du premier coup sous les murs de Paris, ou plus loin encore vers le centre de la France ».**

On a donc été conduit à renforcer par des ouvrages certaines régions qui, dans ces vastes étendues, se montreraient plus favorables à la défense.

C'est ainsi qu'on a décidé l'occupation des positions de Laon, de La Fère, de Reims, d'Épernay, de Sézanne, de Nogent de Montreaux, à la lisière du brusque mouvement de collines qui limite, du côté de l'ouest, les plaines de Champagne, à mi-distance entre Paris et la frontière, et sur chacune des routes d'invasion par les vallées de l'Oise, de la Marne et de la Seine. Mais qu'on ne l'oublie pas, chacune de ces positions n'est qu'une halte, non une place, encore moins un camp retranché,

**L'opportunité de cette halte sur les falaises de Champagne est très contestable. C'est encore une conception qui exclut toute idée d'offensive et qui semble n'admettre, pour les armées françaises, que la défaite à jet continu.**

Du reste, même, au point de vue de la retraite sur Paris, l'idée de faire halte est mauvaise.

Si l'armée, battue en Lorraine et en Champagne, se retirait directement sur Paris, elle arriverait, sans doute, en désordre et plus ou moins disloquée dans cette région ; mais il n'y aurait rien de compromis. Ce mouvement serait donc préférable à une halte sur la falaise pour rompre la poursuite et trouver un instant de repos. Cette halte, en effet, l'exposerait à être tournée où à devoir livrer une nouvelle bataille avec moins de chances de succès que la première, tandis qu'en se retrouvant sous les murs de Paris, elle ne courrait aucun danger et pourrait, si elle était attaquée, se défendre dans de bonnes conditions.

**D'une manière générale, la solution préconisée par le Général de Rivières est absolument dangereuse. Elle nous montre, en stratégie, l'influence, néfaste de la fortification subjective, fondée sur de simples considérations de topographie.**

En préparant de nouveaux champs de bataille sur la falaise de Reims, on impose à nos armées une retraite directe sur Paris et la région du Nord. C'est à dire que l'on isole des cinq sixièmes de la France, pour les entasser dans une sorte de cul-de-sac, toutes nos forces vives, tous les cadres de nos ressources nationales. « *Paris est la tête de la France, a dit Clausewitz; mais Orléans en est le cœur, et c'est le cœur qu'il faut couvrir.* »

Après nous avoir refoulés sur la Somme, acculés à la mer ou rejetés sur Paris, l'ennemi, reprenant le plan de Clausewitz, n'ira point attaquer cette capitale, que ses dimensions mettent désormais à l'abri d'un investissement régulier ; il se contentera de l'observer et dirigera ses forces disponibles sur Orléans et le cours moyen de la Loire.

La véritable direction de retraite du gros de nos armées n'est donc pas vers Paris; elle est encore moins sur Reims et Laon.

C'est derrière la Loire que nos troupes de campagne pourront se refaire avec sécurité, C'est dans les flancs de l'invasion, dans le massif inexpugnable du Morvan, dans le bassin supérieur de la Saône, protégé par le quadrilatère Dijon-Langres-Belfort-Besançon, qu'une partie de nos armées pourront encore effectuer a propos une retraite latérale. Orléans, Nevers, Autun, Dôle, voilà, suivant Gilbert, les directions de nos lignes de retraite, et c'est sur ces directions qu'il fallait non pas ménager des haltes, mais asseoir des places fortes ou, mieux encore, des quadrilatères, défendus par l'armée territoriale et susceptibles d'arrêter l'ennemi durant que nos troupes actives se rétabliraient pour reprendre ensuite offensivement la campagne,

Tout le mal vient d'une erreur initiale; nous sommes partis d'un faux point de vue.

En matière de fortifications, on ne doit pas, comme nous l'avons fait, considérer le terrain en soi et pour ses propriétés géographiques. Il faut se régler sur les conceptions d'un plan de campagne.

**La guerre de mouvements, la seule qui puisse donner la victoire, n'exige pas un tel luxe de fortifications permanentes.** Celles-ci ne sauraient jouer un rôle tactique, et c'est une faute capitale de rechercher une liaison intime entre les années actives et ces lourdes masses qui, suivant l'expression de Vauban, ne se meuvent pas et n'interdisent à l'ennemi que le point qu'elles occupent.

La forteresse ne prête à l'armée d'autre service que de lui assurer une retraite. Partout où l'en a voulu faire intervenir une place forte dans une bataille, comme à Metz, les 16 et 18 août 1870, le résultat a été de coller l'armée aux forts. L'appui s'est changé en adhérence. La forteresse a exercé cette « aspiration redoutable » dont parle le général Frossard. (1)

*1. Le Fort de St Quentin, dans la journée du 18 août, ceux de Saint-Julien et de Queuleu dans les journées du 14 août et du 1er septembre, n'étaient qu'à 3 ou 4 kilomètres de certaines parties du champ de bataille. Leur action directe y fut à peu près nulle. De même, à Paris, l'action des forts Nogent, Bicêtre, Mont-Valérien, dans les affaires de Champaigny, l'Hay, Buzenval.*